



HAL
open science

Le vote pavillonnaire existe-t-il ?

Jean Rivière

► **To cite this version:**

Jean Rivière. Le vote pavillonnaire existe-t-il?: Comportements électoraux et positions sociales locales dans une commune rurale en cours de périurbanisation. *Politix*, 2008, Mondes ruraux, 21 (8), pp.23-48. 10.3917/pox.083.0023 . halshs-01576588

HAL Id: halshs-01576588

<https://shs.hal.science/halshs-01576588>

Submitted on 23 Aug 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le vote pavillonnaire existe-t-il ?
Comportements électoraux et positions sociales locales
dans une commune rurale en cours de périurbanisation

Is there a suburban vote?
Electoral behaviours and social status in a changing rural context

Jean Rivière
A.T.E.R. en Géographie
Université de Caen Basse-Normandie
UMR 6590 CNRS « Espaces et Sociétés » - CRESO

Résumé

Cet article vise à remettre en perspective les schémas explicatifs sous-jacents aux analyses électorales disqualifiantes qui sont de plus en plus fréquentes lorsqu'il s'agit de décrire les évolutions électorales au sein des mondes ruraux. Il s'inscrit plus spécifiquement dans les débats en cours sur la question des comportements électoraux, supposés spécifiques, des habitants des espaces périurbains français. Plusieurs courants de recherche qui envisagent le rôle des contextes périurbains en géographie sont ainsi mis en tension afin de souligner la structure du champ des études électorales sur ce point. Les systèmes explicatifs défendus par ces courants de recherche sont ensuite interrogés à l'aune de matériaux empiriques collectés dans une aire urbaine française moyenne selon différentes approches méthodologiques (données agrégées et individuelles) à plusieurs échelles géographiques (aire urbaine et commune). Quelle que soit la méthode d'enquête utilisée, il en ressort le maintien de fortes relations entre les propriétés sociales des habitants d'un contexte local et les expressions électorales qui y ont lieu.

Abstract

This paper aims to discuss the ideologizing interpretations which stigmatized the electoral behaviours in rural and suburban areas. Nowadays, to live in a suburban area is usually assimilated by the some social scientist to an anti-social behaviour, suburban housing as the result of individualistic attitude which can lead to social and political secession. Then, different theoretical approaches about context influence in electoral geography are exposed. Finally, those theoretical approaches are finally compared on the basis of empirical data collected in a French metropolitan area with different methodological approaches (ecological and individual) at two geographic scales (metropolitan and local). Whatever the approaches used, it appears that the socio-economic status of inhabitants are still linked with the electoral behaviours which takes places.

Le vote pavillonnaire existe-t-il ?

Comportements électoraux et positions sociales locales dans une commune rurale en cours de périurbanisation

« Subsequently, literary and social critics chimed in. Although they wrote little about suburbia, articles and reviews on other subjects repeated what they had learned from the mass media, dropping asides that suburbia was intellectually debilitating, culturally oppressive, and politically dangerous, breeding bland mass men without respect for the arts or democracy ».¹

Il est frappant de constater que la tendance contemporaine à la stigmatisation politique des pavillonnaires ait été relevée dès la fin des années 1960 par H.-J. Gans dans son célèbre *The Levittowners: Life and Politics in a New Suburban Community*, ouvrage dont l'ambition était justement de participer à combler les carences empiriques en matière de mutations politiques des *suburbs* face à l'arrivée des classes moyennes américaines. En France², on a également pu observer une tendance croissante à la stigmatisation des mondes périurbains en raison des pratiques électorales supposées illégitimes de leurs habitants³. Plus largement, ce sont l'ensemble des univers que constituent les mondes ruraux qui sont régulièrement présentés sur le mode de l'arriération sociale ou de l'autoritarisme politique, non seulement dans la presse mais aussi dans une certaine littérature scientifique. Face à cette tendance inquiétante, il apparaît scientifiquement et socialement utile de revenir à la fois sur les schémas théoriques qui sous-tendent les analyses que l'on peut qualifier d'« urbano-centrées »⁴, mais aussi d'interroger la solidité de leurs fondements empiriques afin de participer à les discuter, et le cas échéant, à les déconstruire.

Dans cet esprit, il s'agit de tenter de rompre avec les analyses construites sur le mode de l'évènement (et notamment celles qui sont focalisées sur la question de l'extrême droite en zone rurale et son incarnation à travers le traumatisme du 21 avril 2002) et avec les lectures « politologiques »⁵ des comportements électoraux, ces deux tendances pouvant parfois se nourrir mutuellement. Cette contribution est également animée par le souci d'interroger des mondes ruraux en mutation sous l'effet de la périurbanisation, ce qui permet de les construire comme des mondes en mouvement (à l'inverse des lectures passéistes les décrivant comme socialement et politiquement figés), et participe à combler ce que S. Beaud considère comme un « angle mort de la sociologie française »⁶. Pour répondre à ces deux impératifs, on souhaite insister sur la nécessité d'appréhender les comportements électoraux dans les contextes où ils ont lieu, c'est-à-dire là où ils prennent sens⁷.

¹ Gans (H.), *The Levittowners: Life and Politics in a New Suburban Community*, 1967, p. xxviii.

² Pour une lecture épistémologique des travaux sociologiques qui ont contribué à forger en France l'image dévalorisée d'un pavillonnaire petit-bourgeois dans l'après-guerre, voir Magri (S.), « Le pavillon stigmatisé. Grands ensembles et maisons individuelles dans la sociologie des années 1950 à 1970 », *L'année sociologique*, vol. 58, n° 1, 2008, pp. 171-202.

³ Rivière (J.), « Périurbanisations, changements sociaux, comportements électoraux. Quelques systèmes explicatifs récents à l'épreuve des mutations au sein de l'aire urbaine de Caen », in Bessière (C.), Doidy (E.), Jacquet (O.), Laferté (G.), Mischi (J.), Renahy (N.), Sencébé (Y.), dir., *Les Mondes ruraux à l'épreuve des sciences sociales*, Ed. Quae/Symposcience, 2007, pp. 257-272. Ripoll (F.) et Rivière (J.), « La ville compacte comme seul *espace légitime* ? Analyse critique d'un discours dominant sur le vote et l'urbain », *Les annales de la recherche urbaine*, n° 102, 2007, pp. 131-140.

⁴ Girault (F.), « Le vote extrémiste à l'assaut de nouveaux territoires. Une théorie, une stigmatisation et quelques éclairages », *L'Espace géographique*, n°1, 2004, pp. 87-91.

⁵ Lehingue (P.), « Le Non français au traité constitutionnel européen (mai 2005). Sur deux lectures "polaires" d'un scrutin », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°166-167, 2007, pp. 122-139.

⁶ Beaud (S.), « Les angles morts de la sociologie française », in Beaud (S.), Lindgaard (J.), Confavreux (B.), dir., *La France invisible*, Paris, La Découverte, 2006, pp 459-472. Dans ce texte, S. Beaud souligne que d'un côté les cités d'habitat social sont aujourd'hui surenquêtées alors que : « de l'autre côté, les zones pavillonnaires et le mouvement d'accession à la propriété, pourtant massifs depuis vingt ans, apparaissent comme "sous enquêtés". Lorsque l'on constate que, lors du vote du 21 avril 2002, le FN fait ses meilleurs scores dans les départements [...] de la grande ceinture de la région parisienne, qui ont accueilli dans leurs lotissements des anciens habitants de cités, on voit immédiatement l'intérêt qu'il y aurait à étudier les trajectoires résidentielles qui ont fait passer les habitants des premières aux secondes. Or, pour l'heure, ce sont les géographes qui travaillent sur ces nouveaux pavillonnaires et non pas les sociologues » (p. 465).

⁷ Pour des analyses menées dans une perspective attentive aux contextes locaux dans un quartier de grands ensembles et dans un quartier pavillonnaire, voir les enquêtes suivantes : Braconnier (C.), Dormagen (J.-Y.), *La démocratie de l'abstention*, Paris, Gallimard, 2007. Cartier (M.), Coutant (I.), Masclet (O.), Siblot (Y.), *La France des « petits-moyens ». Enquête sur la banlieue pavillonnaire*, Paris, La Découverte, 2008.

On reviendra pour cela sur la formation d'un système explicatif du vote apparu en géographie électorale depuis une dizaine d'années⁸, en se concentrant essentiellement sur des travaux quantitatifs. Ce détour disciplinaire apparaît autant nécessaire que légitime, tant cette discipline se situe, dans le champ scientifique⁹, en position dominée au regard de la sociologie électorale en place, ce qui a pour conséquence que la littérature et les débats sur l'explication du vote y soient beaucoup moins connus, bien qu'à la fois récents et parfois vifs. Il s'agira ensuite de montrer que les « variables lourdes » pèsent toujours tout autant que *place matters*. L'hypothèse explicative centrale que l'on avance tient en effet dans l'idée que les positions et les trajectoires sociales des habitants d'un lieu continuent de jouer le premier rôle dans la structuration de leurs représentations des mondes sociaux, et dans la compréhension des pratiques électorales localisées qui en découlent. Cette hypothèse sera confrontée empiriquement à des matériaux quantitatifs collectés dans une aire urbaine française moyenne selon différentes approches méthodologiques (données agrégées et individuelles) à plusieurs échelles géographiques (aire urbaine et commune).

De l'impossibilité d'analyser le périurbain comme une catégorie homogène à la nécessité de contextualiser l'analyse

Le fait de résider dans le périurbain comme élément déterminant les votes ?

Rechercher les ferments des schémas explicatifs dominants en France implique souvent de regarder en direction du monde anglo-saxon. Suite à des travaux pionniers en Angleterre dans les années 1960¹⁰, plusieurs recherches se sont en effet récemment penchées sur le rôle croissant de l'électorat des *suburbs* dans l'émergence du néo-conservatisme aux Etats-Unis¹¹ comme au Canada¹² où R.-A. Walks a interrogé l'importance du contexte suburbain dans la formation des systèmes de valeurs et de ses traductions électorales. En France, les analyses des scrutins des années 1990 ont à leur tour été marquées par un déplacement du regard scientifique dans la manière d'appréhender les votes périurbains. Dans les travaux des années 1980, la déstabilisation des systèmes politiques ruraux préexistants par des classes moyennes animées d'un désir de prise de responsabilités locales a participé à construire la figure du « pionnier »¹³ qui bénéficie (l'idéologie libérale aidant) d'une image positive. À l'inverse, le fait que la montée actuelle de comportements électoraux jugés « protestataires » dans les espaces périurbains soit régulièrement envisagée (avec un ton parfois disqualifiant) comme une forme de sécession urbaine et sociale¹⁴ véhicule immanquablement des représentations négatives stigmatisant les classes moyennes et populaires périurbaines, représentations qui rejaillissent ensuite sur ces classes dans leur ensemble¹⁵. Les

⁸ Pour des références complémentaires sur les évolutions de la géographie électorale et de ses rapports avec d'autres disciplines du champ sur une période plus longue (depuis Siegfried aux années 1990), on pourra consulter : Bussi (M.), *Éléments de géographie électorale à travers l'exemple de la France de l'ouest*, Presses universitaires de Rouen, Coll. Nouvelles données en géographie, 1998. Pour des références en sociologie et en science politique sur les classes moyennes pavillonnaires et leurs rapports au politique, on pourra notamment se référer à deux ouvrages récents : Bacqué (M.-H.), Vermeersch (S.), *Changer la vie ? Les classes moyennes et l'héritage de mai 68*, Paris, Les éditions de l'atelier, 2007. et Cartier (M.), Coutant (I.), Masclet (O.), Siblot (Y.), *op.cit.*

⁹ Bourdieu (P.), « Le champ scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 2, n° 2-3, 1976, pp. 88-104.

¹⁰ Cox (K.), "Suburbia and voting behaviour in London Metropolitan area", *Annals of the Association of American Geographers*, n° 58, 1968, pp. 111-127

¹¹ Gainsborough (J.), *Fenced off: the suburbanization of American politics*, Georgetown University Press, 2001. McGirr (L.), *Suburban warriors: The Origins of the New American Right*. Princeton: Princeton University Press, 2001.

¹² Walks (R.A.), « Place of residence, party preferences, and political attitudes in Canadian cities and suburbs », *Journal of urban affairs*, 26 (3), 2004, pp. 269-295. Walks (R.A.), « Suburbanization, the vote, and changes in federal and provincial political representation and influence between inner cities and suburb in large Canadian urban regions, 1945-1999 », *Urban affairs review*, 39 (4), 2004, pp. 411-440. Walks (R.A.), « The city-suburban cleavage in Canadian federal politics », *Revue canadienne de science politique*, 38 (2), 2005, pp. 383-413.

¹³ Bidou (C.), *Les aventuriers du quotidien – essai sur les nouvelles couches moyennes*, Paris, 1984.

¹⁴ Sur ce débat, voir entre autre : Charmes (E.), *La vie périurbaine face à la menace des gated communities*, Paris, 2005. On se référera aussi à la recension critique (pp. 243-253) de cet ouvrage par J.-P. Garnier dans le n°124-125 de la revue *Espace et sociétés*, ainsi qu'à la réponse qui suit de la part d'E. Charmes.

¹⁵ Comme le montrent M.-H. Bacqué et S. Vermeersch, *op. cit.*, les analyses contemporaines des classes moyennes sont construites à l'aune de diagnostics des années 1970 sur les « aventuriers », or ces analyses envisagent les classes moyennes dans leur ensemble alors que l'idéal-type des « aventuriers » des années 1970 a été forgé en référence à une fraction seulement de ces classes moyennes.

analyses de J. Lévy¹⁶ suscitent ainsi un débat tant méthodologique et théorique qu'éthique¹⁷. C'est sur cette double dimension de la thèse défendue – qui réside dans l'idée que la localisation résidentielle dans tel ou tel type d'espace (central ou périurbain) résulte du système de valeurs des habitants qui s'exprime aussi dans les bulletins de vote – que nous avons engagé un premier travail de déconstruction critique¹⁸. Le débat porte en fait à la fois sur l'ampleur et sur les facteurs structurants ce clivage opposant les votes des habitants des centres-villes à ceux des périphéries urbaines. Parallèlement, un autre groupe de géographes a mis en évidence l'importance de ce clivage, mais en l'appréhendant comme autant d'expressions de la répartition différenciée des catégories sociales en fonction de la distance aux zones urbaines¹⁹. Ces chercheurs ont ensuite fait évoluer leur modèle explicatif en distinguant le rôle de deux clivages intermédiaires dans la géographie nationale du vote : le clivage « villes / marges urbaines » et le clivage « Est / Ouest »²⁰, dont la combinaison leur permet de proposer l'idée d'un « sous-système de l'Est et des marges urbaines, système des trois "P" [pour les valeurs Possédants, Protestation, Peur] » opposé géographiquement, et dans les valeurs supposées animer les habitants, au « sous-système de l'Ouest et des villes, système des trois "C" [pour les valeurs Consensus, Conservatisme, Confiance] ». Cependant, une des limites de cette approche est qu'elle mobilise une grille de lecture explicative tantôt axée sur les appartenances sociales et leur intériorisation (inquiétudes des classes moyennes précarisées quant à leur devenir), ce à quoi on souscrit, mais tantôt très proche des lunettes d'analyse de J. Lévy (rôle des « gradients d'urbanité », existence d'une « France soft » de l'Ouest et des villes qui serait *par essence* « moins sensible au sentiment de peur »), ce qui pose par contre problème²¹.

Ce débat soulève un problème complexe que l'anecdote suivante illustre assez bien²². A l'issue des élections de 2002, la traditionnelle « chronique électorale » publiée par le CEVIPOF comportait pour la première fois la contribution d'un géographe (M. Bussi), chargé d'analyser les ressorts du vote en faveur de J. Saint-Josse²³. Du point de vue de la « hiérarchie sociale des objets »²⁴ et des disciplines, il n'est sans doute pas anodin que ce soit au (seul) géographe participant à l'ouvrage en question qu'échoie le (dernier) chapitre où l'on analyse les résultats d'un (petit) candidat, autrement dit que les objets les moins nobles soient assignés au chercheur issu de la discipline la moins légitime par les détenteurs du « monopole de la compétence scientifique »²⁵ dans le champ. En outre, cette contribution était évoquée en ces termes par les politistes ayant assuré la direction de l'ouvrage : « son électorat [celui du CPNT] est très territorialisé et marqué par une forte ruralité (agriculteurs, taille de la commune, éloignement vis-à-vis des aires urbaines) »²⁶. Cette formulation maladroite (puisque les auteurs veulent en fait exprimer l'idée que la répartition

¹⁶ Andrieu (D.) et Lévy (J.), L'archipel français », *EspacesTemps.net*, Mensuelles, 27 juillet 2007. Lévy (J.), « Vote et gradient d'urbanité », *EspacesTemps.net*, Mensuelles, 2003a. Lévy (J.), « Périurbain : le choix n'est pas neutre », *Pouvoirs locaux*, n°56, 2003b, pp. 35-42. Lévy (J.), « Quelle France voulons-nous habiter ? Vote, urbanité et aménagement du territoire », *Territoires 2020*, n°7, 2003c, pp. 121-139.

¹⁷ Giraut (F.), *op. cit.* Chalard (L.), « Le vote d'extrême droite dans l'aire métropolitaine d'Aix-Marseille », *EspacesTemps.net*, 20 novembre 2006. Colange (C.), Bussi (M.), Gosset (J.-P.), « Élections législatives 2007. Cartes électorales et instrumentalisation de la refondation de la gauche », *EchoGéo*, 21 août 2007.

¹⁸ Ripoll (F.), Rivière (J.), *op. cit.*, 2007. Voir aussi la réponse de l'intéressé : Lévy (J.), « Regarder, voir. Un discours informé par la cartographie », *Les annales de la recherche urbaine*, n° 102, 2007, pp. 131-140.

¹⁹ Bussi (M.), Colange (C.), Fourquet (J.), Girault (F.), Ravenel (L.), « Le vote comme expression des inégalités et des nouvelles frontières rurales-urbaines en France », in Arlaud (S.), Jean (Y.), Royoux (D.), dir., *Rural-Urbain : nouveaux liens, nouvelles frontières*, Presses universitaires de Rennes, 2005, pp. 395-414.

²⁰ Bussi (M.), Colange (C.), Gosset (J.-P.), « Présidentielles 2007. Les deux France », *Cybergéo*, 2007.

²¹ Ripoll (F.), Rivière (J.), *op. cit.*, 2007.

²² Le paragraphe suivant a été rédigé avec la collaboration de Fabrice Ripoll.

²³ Bussi (M.), « Le vote Saint-Josse : la protestation en campagne », in Perrineau (P.), Ysmal (C.), dir., *Le vote de tous les refus. Les élections présidentielle et législatives de 2002*, Paris, Presses de Science Po, coll. « Chroniques électorales », 2003, pp. 311-338.

²⁴ Bourdieu (P.), « Méthode scientifique et hiérarchie sociale des objets », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol 1, n° 1, 1975, pp. 4-6.

²⁵ Bourdieu (P.), *op. cit.*, 1976. Cela dit, une des raisons importantes de la faible présence des géographes dans le champ des études électorales réside aussi dans leur relative frilosité à l'égard de ces questions, ce qui renvoie à l'histoire de la géographie française et de ses courants.

²⁶ Perrineau (P.), Ysmal (C.), « Introduction », in Perrineau (P.), Ysmal (C.), dir., *Le vote de tous les refus. Les élections présidentielles et législatives de 2002*, Paris, Presses de Science Po, Coll. « Chroniques électorales », 2003, pp. 15-26.

géographique des résultats du CPNT est très différenciée), tout comme la division du travail entre disciplines qu'elle légitime, véhiculent une conception réductrice de l'espace des sociétés et de son rôle dans la production des votes et plus largement des pratiques sociales. En ne convoquant l'espace et le géographe que pour un « électorat » considéré comme « très territorialisé », elle laisse entendre que les autres « électorats » seraient d'une certaine manière hors-sol, donc non susceptible d'une analyse géographique ou même contextualisée. Cette posture va dans le même sens que celle partagée par nombre de géographes eux-mêmes, consistant à n'étudier l'espace des votes que dans les cas où les modèles explicatifs classiques sont épuisés, comme si l'introduction de la dimension spatiale servait uniquement à comprendre les anomalies (locales) par rapport aux modèles (nationaux), c'est-à-dire les résidus pour employer une métaphore statistique. Maintenant que l'idée de la nationalisation du vote est considérée comme acquise par certains, autrement dit que les différenciations et permanences régionales dégagées par A. Siegfried sont en voie de disparition, tout se passe comme si les géographes n'avaient plus qu'à se retrancher sur les différenciations entre espaces urbain, périurbain et rural, au risque de laisser penser que l'espace est un facteur supplémentaire et autonome dans l'explication des votes, à l'image de J. Lévy qui a promu le « degré d'urbanité » au rang de « meilleur prédicteur du vote »²⁷. Or, comme le rappelle d'une certaine manière le politiste C. Traïni, « "urbain" ou "périurbain" sont des caractéristiques géographiques qui, comme d'autres catégories géographiques à visée descriptive, ne sont pas explicatives des comportements électoraux par elles-mêmes »²⁸. Le point commun entre ces deux postures apparemment opposées, que sont la promotion de l'espace comme facteur explicatif isolable (« spatialisme ») et sa disparition au profit de modèles nationaux abstraits (« a-spatialisme »), réside dans une conception « dualiste » de l'espace social, c'est-à-dire dans la persistance d'une séparation entre espace et société, là où une conception « dimensionnelle » conséquente invite à refuser le spatialisme comme l'a-spatialisme, à chercher l'espace partout, dans la contextualisation de chaque vote, en tant que dimension de tout facteur explicatif quel qu'il soit²⁹.

D'ailleurs, C. Flint a souligné que le manque de liaisons entre la conceptualisation de la notion de contexte et l'approche micro-géographique ne constituait pas une crise pour la géographie électorale, mais bien une opportunité³⁰. Partant justement du constat que « l'évolution de la science électorale s'est accompagnée d'une indifférence toujours plus grande pour l'observation fine des comportements ; et, en particulier, pour l'observation directe, *in situ* et *in concreto*, des mobilisations électorales dans leur contexte de production effectif »³¹, la constitution récente d'un groupe de chercheurs en sociologie politique qui se rassemblent autour du projet d'une sociologie des électeurs dans leurs environnements³² apparaît comme une manière de saisir cette opportunité. Si l'on voit dans l'émergence de ce programme de recherche, deux décennies après le dossier de *Politix* consacrée à l'analyse du local³³, une sorte de réhabilitation de l'analyse contextuelle aux yeux de la sociologie électorale, cela ne signifie bien entendu pas que des travaux allant de ce sens n'aient pas existé jusqu'alors, à l'image par exemple du très riche ouvrage *Mobilisations électorales*³⁴ qui traite des élections municipales de 2001. Ce qui semble en revanche assez nouveau, c'est que l'on interroge des élections *nationales* avec une focale *locale* et une démarche

²⁷ Lévy (J.), « Les choix du 5 juin dessinent notre archipel urbain », *Le Temps*, 8 juin 2005, p. 4.

²⁸ Traïni (C.), « Comment votent les relégués des centres-villes », in Beaud (S.), Lindgaard (J.), Confavreux (B.), dir., *La France invisible*, Paris, La découverte, 2006., pp. 126-128, p. 126.

²⁹ Sur ces questions, voir plus largement Ripoll (F.), « Du "rôle de l'espace" aux théories de "l'acteur" (aller-retour). La géographie à l'épreuve des mouvements sociaux », in Séchet (R.), Veschambre (V.), dir, *Penser et faire la géographie sociale. Contributions à une épistémologie de la géographie sociale*, P.U.R., 2006, pp. 193-210. et à Ripoll (F.), *La Dimension spatiale des mouvements sociaux. Essais sur la géographie et l'action collective dans la France contemporaine à partir des mouvements de « chômeurs » et « altermondialistes »*, Thèse de doctorat, Université de Caen Basse-Normandie, 2005, notamment pp. 81-125.

³⁰ Flint (C.), « Wither the individual, wither the context ? », *Political geography*, 15 (2), 1996, pp. 45-50. Sur ce débat, voir aussi Agnew (J.-E.), « Mapping politics: how context counts in electoral geography », *Political Geography*, 15 (2), 1996, pp. 129-145.

³¹ Braconnier (C.), Dormagen (J.-Y), *op.cit.*

³² Voir le projet PAECE (Pour une Analyse Écologique des Comportements Électoraux) qui réunit plusieurs centres de recherche de sociologie et de science politique.

³³ *Politix*, n° 7, 1989.

³⁴ Lagroye (J.), Lehingue (P.), Sawicki (F.), dir, *Mobilisations électorales. Le cas des élections municipales de 2001*, Paris, PUF, 2005.

quantitative, et que l'analyse contextuelle ne soit pas nécessairement associée à l'étude – par ailleurs indispensable – des élections locales, étude dont la figure la plus emblématique est la « monographie » de village souvent centrée sur les scrutins de portée locale généralement appréhendés par une démarche qualitative³⁵.

C'est à cette inflexion épistémologique en cours, qui transcende les cloisonnements disciplinaires et les approches méthodologiques exclusives, mais converge au niveau de la perspective théorique, que ce qui suit entend contribuer³⁶. Ce texte peut par ailleurs être lu comme la suite d'un premier travail précédemment publié³⁷, puisqu'il en constitue un double prolongement. Prolongement temporel d'une part, puisque qu'y sont abordées les tendances les plus contemporaines alors que le texte précédent s'attachait à établir les rythmes et les modalités des mutations socio-électorales depuis la fin des années 1960. Prolongement de la démarche d'autre part, puisque des données « agrégées » y sont couplées à des données « individuelles » (questionnaires essentiellement). Ce travail porte toujours sur l'aire urbaine³⁸ de Caen, aire urbaine moyenne de l'Ouest français qui compte environ 370 000 habitants en 1999 et qui constitue un terrain d'investigation particulièrement éclairant dans la mesure où le processus d'étalement urbain y est très marqué³⁹ et concerne à présent des communes rurales éloignées de presque 30 kilomètres de la capitale bas-normande. Il s'inscrit enfin dans la lignée d'analyses électorales récemment menées dans des plusieurs types de contextes locaux : quartiers populaires de grands ensembles⁴⁰, espaces ruraux ouvriers⁴¹, ou encore quartier urbain pavillonnaire de « petits-moyens »⁴². Or c'est justement la spécificité de ces contextes qui appelle des travaux parallèles, tant le quartier pavillonnaire urbain étudié dans *La France des « petits-moyens »* constitue, comme le précisent d'ailleurs les auteurs, une figure particulière au regard de la grande diversité du périurbain.

Des espaces périurbains socialement et électoralement hétérogènes

On a cette fois procédé à une typologie des 240 communes de l'aire urbaine caennaise en fonction des résultats du premier tour de l'élection présidentielle d'avril 2007 et des profils socio-économiques détaillés des habitants lors du recensement de la population de 1999 (figures 1 et 2). Avec un décalage temporel important entre le recensement de 1999 et la présidentielle de 2007, et plus particulièrement dans des espaces périurbains définis par des changements sociaux importants, il ne s'agit pas ici de procéder, comme c'est souvent le cas dans les analyses écologiques, à des calculs de coefficients de corrélation en cherchant à mesurer l'intensité des relations statistiques entre les variables, mais plutôt de mettre en évidence des profils types ou des figures de communes

³⁵ Sur les élections municipales dans les communes périurbaines, voir Dressayre (P.), « Suburbanisation et pouvoir local », *Revue française de science politique*, vol.30, n°3, 1980, pp. 533-559 et plus récemment Desage (F.), « Une commune résidentielle suburbaine en pleine campagne », in Lagroye J. et alii (dir.), *Mobilisations électorales. Le cas des élections municipales de 2001*, Paris, PUF, 2005, pp. 59-87.

³⁶ Cette recherche s'inscrit dans le cadre d'une thèse de géographie en cours provisoirement intitulée *Du pavillon à l'isoloir. Périurbanisations, changements sociaux et comportements électoraux dans trois aires urbaines moyennes françaises. Les cas de Caen, Metz et Perpignan (1968-2008)*. Des questionnaires ont ainsi été administrés sur huit sites appartenants à ces trois aires urbaines avec l'aide de collègues que je remercie ici.

³⁷ Rivière (J.), *op. cit.*, 2007.

³⁸ L'aire urbaine est ici délimitée selon la nomenclature du ZAU proposée par l'INSEE en 1996. Ce zonage présente l'intérêt d'être fondé sur des pratiques quotidiennes des populations actives, à savoir les mobilités domicile-travail qui constituent un des principaux traits du mode de vie périurbain. Sur ce point, on rejoint le constat de « la méfiance par rapport aux espaces préconstruits et la nécessité corrélative de reconstruire les espaces pertinents en fonction de la problématique adoptée » de J.-L. Briquet et F. Sawicki. Voir Briquet (J.-L.), Sawicki (F.), « L'analyse localisée du politique : lieux de recherche ou recherche de lieux », *Politix*, 7-8, 1989, pp. 6-16. Pour autant et comme toute nomenclature géographique qui tend à réifier un type d'espace, l'utilisation du ZAU reste imparfaite pour saisir un espace périurbain aux contours par définition incertains.

³⁹ Près de 48% de la population de l'aire urbaine est ainsi localisée dans la couronne périurbaine, ce qui constitue le taux le plus élevé de l'ensemble des aires urbaines françaises de plus de 100 000 habitants.

⁴⁰ Braconnier (C.), Dormagen (J.-Y.), *op.cit.*

⁴¹ Pierru (E.), Vignon (S.), « L'inconnue de l'équation FN : Ruralité et vote d'extrême-droite. Quelques éléments à propos de la Somme » in Antoine (A.), Mischi (J.) (dir.), *Sociabilité et politique en milieu rural*, Presses Universitaires de Rennes, 2007, pp. 17-38. Pierru (E.), Vignon (S.), « Déstabilisation des lieux d'intégration traditionnels et transformation de l'« entre soi » rural. L'exemple du département de la Somme » in Bessière (C.), Doidy (E.), Jacquet (O.), Laferté (G.), Mischi (J.), Renahy (N.), Sencébé (Y.), dir., *Les Mondes ruraux à l'épreuve des sciences sociales*, Editions Quae/Symposcience, 2007, pp. 273-294.

⁴² Cartier (M.), Coutant (I.), Masclat (O.), Siblot (Y.), *op.cit.*

périurbaines, autrement dit de procéder à un cadrage qui inscrit et (re)situe la commune étudiée dans la seconde partie dans son environnement social et politique.

Figure 1. Éléments techniques sur les catégorisations sociales et électorales utilisées

Les différents comportements électoraux ont été calculés en pourcentage des électeurs inscrits, afin de considérer l'abstention et les bulletins blancs ou nuls comme des formes d'expression politiques à part entière. Au vu de l'éclatement des candidatures et afin de travailler avec des effectifs statistiques raisonnables, on a regroupés par tendances politiques l'offre électorale formée par les candidats en lice au 1^{er} tour. On a ainsi totalisé les résultats de G. Schivardi, A. Laguiller, O. Besancenot, J. Bové, et M.-G. Buffet dans une même catégorie, certes hétérogène et nommée « gauche de la gauche »⁴³. Au regard du discours de P. De Villiers sur la question du danger que pourrait représenter « l'islamisation de la société française », on a regroupé sa candidature et celle de J.-M. Le Pen dans un même courant nommé « extrêmes droites ». Les scores des autres candidats – S. Royal, D. Voynet, F. Bayrou, N. Sarkozy et F. Nihous – n'ont pas fait l'objet de regroupements.

La question des nomenclatures adoptées pour les variables INSEE semble en apparence moins discutable, mais en apparence seulement, car comme le rappelle F. Héran⁴⁴ à propos de l'usage des catégorisations sociales de l'INSEE, « le véritable danger, c'est la routine : un usage rituel qui fige la classification sociale en une évidence officielle sans relief et sans raison ». On a choisi d'isoler les chefs d'entreprises et les professions libérales dans un poste de CS unique, afin de rendre plus homogènes les catégories des artisans commerçants d'une part, et des cadres d'autre part. On a également différencié les ouvriers qualifiés des ouvriers non qualifiés afin d'approcher au plus près l'hétérogénéité de ces classes populaires. Face au processus de précarisation du salariat en cours et parce que de nombreux travaux de sociologie soulignent le rôle majeur du statut des emplois dans la compréhension des expressions politiques, la nomenclature qui permet de cerner les statuts dans le monde du travail a été affinée. On a ainsi laissé tels quels les postes « travailleurs indépendants » et « fonctionnaires et assimilés » mais la catégories des « salariés du privé » a été séparée afin d'isoler les actifs en CDI des actifs chômeurs ou titulaires d'emplois précaires (CDD, intérim, stage, apprentissage). Parallèlement et dans la mesure où l'on fait l'hypothèse que les rapports sociaux tissés au sein du monde du travail continuent de constituer une sphère de socialisation politique majeure, on a introduit dans l'analyse des variables relatives aux secteurs d'activité des actifs.

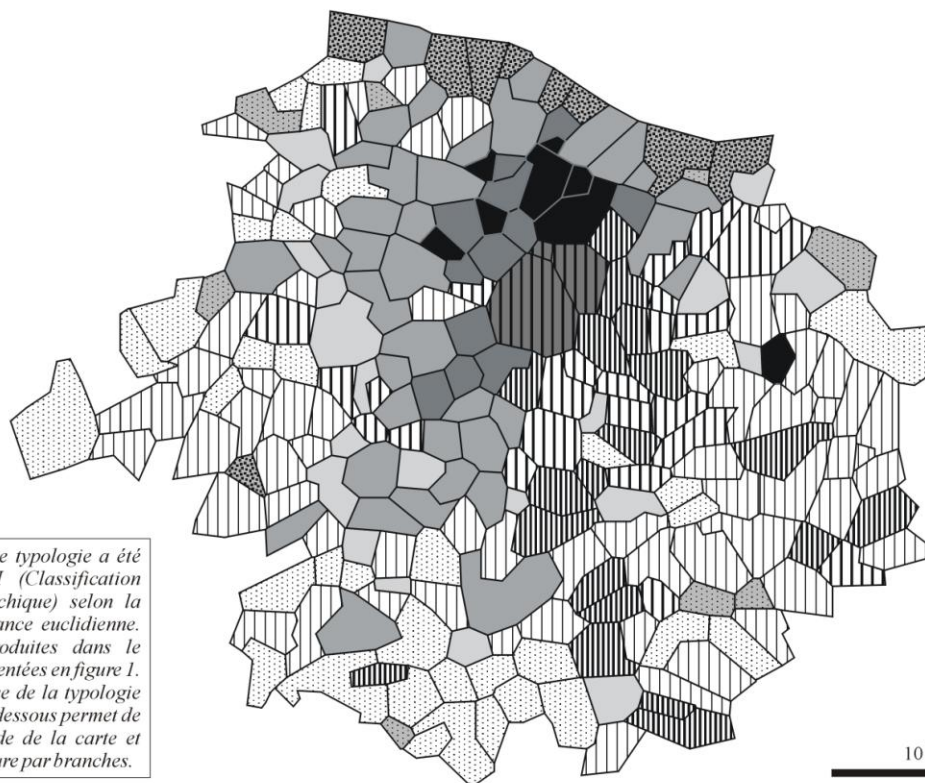
L'homogénéité de la répartition géographique des communes d'un même type met clairement en évidence la dimension spatiale des différenciations socio-économiques et électorales qui structurent l'aire urbaine. La géographie qui se dessine à la lecture de la carte repose en effet sur une organisation concentrique combinée au maintien d'une forte dynamique sectorielle opposant le nord et l'ouest des deux premières couronnes où sont surreprésentées les catégories sociales moyennes et supérieures à une large moitié orientale ainsi qu'à la troisième couronne où l'on retrouve plus fréquemment des ménages appartenant aux classes populaires. La très forte hétérogénéité socio-électorale des espaces périurbains se confirme donc empiriquement, tout comme l'impossibilité d'analyser le périurbain comme catégorie unifiée. À distance égale du centre ville, les comportements électoraux que l'on observe dans les différentes zones de l'aire urbaine apparaissent également fortement différenciés selon que l'on se situe au nord de Caen dans le périurbain doré où l'on trouve des maisons d'architecte sur des parcelles de 3000 m² à 10 minutes du littoral, ou bien dans la plaine orientale où des pavillons standardisés ont poussé sur des lopins de 450 m² sous les fumées des établissements industriels des années 1970. Plutôt que de penser les votes périurbains en termes de gradients d'urbanité⁴⁵, il apparaît donc plus juste d'analyser ces comportements politiques comme les expressions de la mosaïque sociologique que forment les communes de l'aire urbaine. Si des gradients du centre à la périphérie structurent en effet la géographie socio-électorale, ces gradients sont avant tout des gradients sociaux qui exprime l'inégale capacité des acteurs en compétition pour la maîtrise des localisations résidentielles les plus valorisées qui sont aussi les plus chères (proximité du littoral, accessibilité à la ville, aménités paysagères).

⁴³ Une ACP de contrôle effectuée à partir de leurs résultats respectifs a validé ce choix en soulignant des corrélations statistiques élevées et significatives entre les candidats trotskistes, J. Bové et la candidate du PCF.

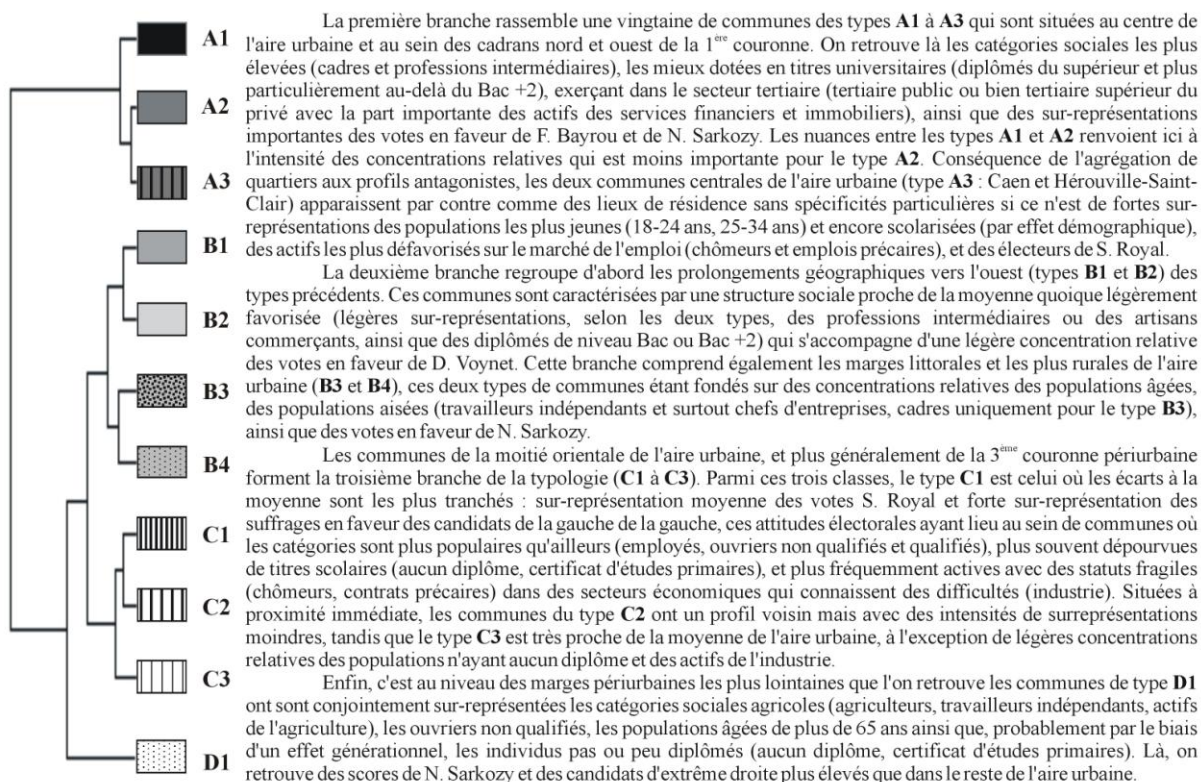
⁴⁴ Héran (F.), « La catégorie socioprofessionnelle, réflexions sur le codage et l'interprétation », in Dupoirier E., Parodi J.-C., dir., *Les indicateurs sociopolitiques aujourd'hui*, Paris, L'harmattan, 1997, pp. 49-68.

⁴⁵ Voir les travaux présentés dans la première partie de l'article.

Figure 2. Profil social et électoral des communes de l'aire urbaine caennaise



Méthodologie. Cette typologie a été réalisée par CAH (Classification Ascendante Hiérarchique) selon la méthode de la distance euclidienne. Les variables introduites dans le traitement sont présentées en figure 1. L'arbre hiérarchique de la typologie qui est reproduit ci-dessous permet de structurer la légende de la carte et d'en faciliter la lecture par branches.



Sources : RGP INSEE-1999, diffusion Alexandre Kych-CMH ; Ministère de l'Intérieur, 2007

Cartographie : Jean Rivière, UMR CNRS "Espaces et Sociétés" - CRESO

En outre, la comparaison entre cette carte et la typologie du changement socio-électoral depuis la fin des années 1960⁴⁶ montre le déplacement vers les périphéries de plus en plus lointaines des mutations sociales et électorales liés à l'étalement urbain, comme en témoignent les extensions géographiques du type C3, notamment au niveau des marges sud-ouest de l'aire urbaine. Ce premier éclairage, qui offre un portrait assez fin des paysages socio-électoraux en place, ne permet cependant pas, sauf à tomber dans la bien connue erreur écologique, de mettre en relation directe les propriétés sociales des habitants avec leurs votes supposés. C'est cette possibilité qu'offrent par contre les approches individuelles, et c'est justement au sein d'une commune de quelques centaines d'habitants du type C3 – que nous appellerons Verville-sur-Orne⁴⁷ – que d'autres investigations empiriques ont été menées.

Quels déterminants sociaux des pratiques électorales vervilloises ?

À bonne distance des grands ensembles, la figure du périurbain lointain

Choisir Verville-sur-Orne, qui a connu des mutations importantes dans les dernières décennies mais dont le profil sociopolitique est à présent proche de la moyenne, correspond à la double volonté, déjà évoquée, de travailler d'une part sur les pratiques électorales sur un mode plus apaisé, par opposition aux analyses construites sur le mode du sensationnel, et d'autre part à l'importance d'étudier des mondes ruraux en mouvement, par opposition aux lectures construites sur le mode de la permanence. D'ailleurs, les renouvellements démographiques sont encore en cours dans la commune (figure 3).

Figure 3. Évolutions démographiques communales (1968-2006)

Période intercensitaire	1968-1975	1975-1982	1982-1990	1990-1999	1999-2006
Taux de croissance annuel moyen (en %)	-2,1%	1,7%	2,6%	0,3%	1,7%

Source : Recensements INSEE

Suite à la fin de la phase d'exode rural qui s'est poursuivi jusqu'en 1975, on y a en effet enregistré des taux de croissance importants, particulièrement entre 1982 et 1990 (22,8 %), mais aussi entre 1999 et 2006 (12,7 %) après un tassement important entre 1990 et 1999. Au total et en référence au creux démographique de 1975, la population a augmentée de 60 % sur la trentaine d'années que couvre la période 1975-2006. Ces gains de population récents se sont largement opérés par l'arrivée de nouveaux ménages dans des constructions nouvelles, puisque 12,9% des résidences principales ont été construites entre 1999 et 2006, et que 30% des habitants de la commune vivaient dans une autre commune en 1999. Parallèlement et en 1999, 60% des résidences principales de la commune dataient d'avant 1949. Cet examen des données relatives à l'histoire de l'urbanisation locale montre que Verville-sur-Orne est un ancien bourg rural concerné par un double mouvement de vieillissement sur place des habitants du tissu ancien, et d'un mouvement de périurbanisation relativement récent lié à l'arrivée de ménages plus jeunes. Les caractéristiques des ménages vervillois renvoient à une situation typiquement périurbaine : 93% des ménages ont au moins une voiture, 99% des résidences principales sont des logements individuels, et 85% des habitants des résidences principales sont propriétaires de leur logement (contre 77% en 1999). Ce renouvellement démographique progressif s'est accompagné de changements majeurs de la

⁴⁶ Rivière (J.), *op. cit.*, 2007.

⁴⁷ En raison de la dimension politique des thématiques envisagées, on a fait le choix de changer le nom de la commune et de ne pas donner d'indices permettant de la repérer avec certitude. Sur ce débat, voir Weber (F.), « Publier des cas ethnographiques : analyse sociologique, réputation et image de soi des enquêtés », *Genèses*, n° 70, vol. 1, 2008, pp. 140-150.

structure sociale locale, à commencer par l'effondrement de la part des agriculteurs qui est passée de 50 % des actifs en 1975 à 6,3 % en 1999, les effectifs de la profession ayant été divisés par près de cinq. La structure sociale vervilloise est à présent assez proche de la moyenne de l'aire urbaine, si ce n'est une légère sur-représentation des agriculteurs, des ouvriers qualifiés (+3 points) et surtout des ouvriers non qualifiés (+5 points). À l'inverse, on compte à Verville-sur-Orne deux fois moins de cadres que la moyenne métropolitaine. Ces mutations sociales se sont largement traduites dans les urnes, mais surtout lors des élections nationales. Les élections municipales de 2008 ont en effet consacré la réélection du maire sortant agriculteur qui conduisait la liste unique et incomplète. La liste avait en effet été laissée incomplète par les sortants qui ont présenté leur démarche dans un courrier distribué dans les boîtes aux lettres.

« Vous observez que notre liste est incomplète ; elle ne comporte que 6 noms pour 7 représentants. Pourquoi ? [...] Le 7^o que vous devrez bel et bien élire, nous avons estimé qu'il ne nous revenait pas de le co-opter nous même, préférant laisser s'exercer le jeu naturel de la démocratie des urnes qui vous le fera désigner. Nous nous ferons un plaisir de l'accueillir et de l'intégrer au sein de notre groupe en votre nom »⁴⁸.

On retrouve là les codes de l'apolitisme rural comme si, pour les sortants, le fait de choisir un candidat pour constituer une liste entière était considéré comme une démarche politique ne relevant pas du jeu de la démocratie (pourtant revendiqué), et surtout comme si les habitants ne pouvaient exprimer leurs préférence entre les candidats grâce à la règle du mode de scrutin par panachage. Le siège vide a finalement été emporté dès le premier tour par une candidate isolée sexagénaire, figure locale dont la famille habite la commune depuis plusieurs générations. Il est intéressant d'observer que l'on retrouve, dans son discours un sentiment de nostalgie par rapport à l'époque où le comité des fêtes était florissant, sentiment que l'on retrouve dans les propos d'autres vervillois enracinés depuis longtemps qui voient avec une certaine amertume la disparition des sociabilités traditionnelles⁴⁹. Opposée notamment à une autre candidature isolée (émanant d'une habitante arrivée depuis une dizaine d'années mais engagée dans la nouvelle vie associative), cette dernière ne manque d'ailleurs pas de jouer de son autochtonie et a construit un discours fondé sur le clivage entre anciens et nouveaux habitants.

« Moi je suis de souche pure de Verville, et moi je veux défendre le reste des vraies souches de Verville... oui les défendre quelque part. Parce que moi je dis que je veux pas payer des impôts pour des gens qui viennent de la ville et puis que... qui vont nous imposer des trucs et des machins... ah non non non moi j'ai pas envie de payer des impôts. [...] C'est pas pour la vie du pays hein, maintenant les gens restent avec leur ordinateur, leur télé, y en a qu'ont pas voté c'est certain, ils s'intéressent pas à la commune parce qu'y sont fauchés, c'est triste à dire mais y sont fauchés, y ont pas pu acheter du côté de Caen alors y viennent là...»⁵⁰.

Le soir du dépouillement, la jeune candidate malheureuse et battue pour la seconde fois depuis 2001 me glisse dans une salle de la mairie pleine⁵¹ « ca sera pour la prochaine fois... dans 50 ans [rires gênés autour] apparemment ils préfèrent les plus âgés aux plus jeunes ici »⁵². Si l'on délaisse les lunettes « urbano-centristes »⁵³ pour y regarder de plus près, on voit bien que la scène politique municipale (qui peut sembler immuable aux analyses impressionnistes) est en train d'évoluer sous l'effet des changements sociaux liés à la périurbanisation, comme l'illustre de manière idéal-typique la confrontation entre ces deux candidates isolées qui constituent deux figures sociales diamétralement opposées. Comme c'est le cas de nombreuses zones rurales bas-normandes,

⁴⁸ Extrait d'un courrier diffusé par la liste sortante. Au cours de plusieurs entretiens, ce tract a ensuite fait l'objet – sur le mode de la consternation – de remarques de la part de nouveaux habitants d'origine urbaine et socialisés à des élections municipales fortement politisées.

⁴⁹ Sur le rôle de la disparition des sociabilités villageoises traditionnelles et la montée du vote FN dans les campagnes de la Somme, voir Pierru (E.), Vignon (S.), 2007, *op. cit.*

⁵⁰ Extrait d'entretien avec la candidate, 13 mars 2008.

⁵¹ Des enfants jouent bruyamment entre les nouveaux et les anciens habitants qui ne se mêlent que peu dans la salle, d'autant que ces derniers semblent agacés par le bruit de la progéniture des jeunes ménages qui vient troubler ce qu'ils considèrent comme une cérémonie solennelle de la vie communale.

⁵² Notes de terrain, 11 mars 2008.

⁵³ Gaxie (D.), Lehingue (P.), *Enjeux municipaux : la constitution des enjeux politiques dans une élection municipale*, PUF, 1984.

la commune est caractérisée par une écrasante domination du vote pour les candidats des droites traditionnelles lors des élections présidentielles jusque dans les années 1980⁵⁴, avec des scores en faveur de l'extrême droite très élevés en 2002. Au scrutin de 2007, les expressions électorales des habitants de la commune se sont très largement rapprochées de la moyenne de l'aire urbaine, même si les candidats de la « gauche de la gauche » y ont recueillis des scores légèrement plus élevés (+1,6 points) tout comme F. Bayrou (+ 1,1 points) alors que N. Sarkozy y a réalisé un score moins important (-3,6 points).

Au total, il est donc important de noter que Verville-sur-Orne partage à la fois un point commun et une différence avec le quartier pavillonnaire urbain étudié dans *La France des « petits-moyens »*⁵⁵. Il s'agit également d'un « quartier de promotion » puisque ce sont essentiellement des ménages appartenant aux classes populaires et aux tranches inférieures des classes moyennes qui y accèdent à la propriété. Par contre, la commune se situe à une vingtaine de kilomètres de l'agglomération caennaise, autrement dit dans le « périurbain lointain » et à bonne distance des quartiers de grands ensembles dont sont issus une partie des nouveaux habitants. Des nuances existent d'ailleurs sur ce point en fonction des différentes vagues d'arrivants dans la commune⁵⁶. On observe en effet que c'est chez les habitants arrivés depuis 5 à 15 ans que le pourcentage d'anciens locataires du parc d'habitat social est la plus élevée (25 %), tandis que le chiffre tombe à 12 % chez les habitants arrivés depuis moins de 5 ans. Dans le même temps, la part d'habitants qui étaient propriétaires accédants dans leur ancien logement est passée de 14 à 20 %, et celle des habitants qui étaient propriétaires avec un prêt achevé a plus que doublé (de 6 à 14 %). La dernière vague d'arrivants compte donc 34 % d'habitants qui étaient déjà propriétaires (contre 20 % pour la vague précédente), ce qui est lié à l'arrivée de ménages plus âgés venant s'installer « à la campagne » pour leur retraite, mais renvoie aussi aux conséquences du renchérissement local des prix du foncier qui entraîne l'arrivée de ménages fragilisés dans leur précédent projet d'accession à la propriété et qui se trouvent relégués dans les espaces périurbains les plus lointains⁵⁷. Ces différences fondamentales doivent être gardées à l'esprit, dans la mesure où des entretiens sur les trajectoires résidentielles des classes populaires dans le périurbain lointain⁵⁸ ont montré que les habitants de ces espaces (où l'extrême droite réalisait des scores élevés dès 1995) sont particulièrement sensibles à l'arrivée d'habitants issus des quartiers de grands ensemble qu'eux-mêmes sont parvenus à quitter au prix de sacrifices financiers très importants.

Un dimanche à la mairie

C'est dans ce contexte qu'une enquête « sortie des urnes » par questionnaires auto-administrés a été réalisée lors du 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 2007, sur une petite place attenante à la mairie où des tables avaient été installées avec une urne en carton⁵⁹. Rappelons qu'il s'agit d'une part de mettre en relation, de manière assez classique, les propriétés sociales des habitants (sexe, âge, diplôme, CSP, revenus, patrimoine, pratique religieuse notamment) avec leurs comportements électoraux. Il s'agit aussi d'interroger les éventuels rapports entre ces pratiques électorales et la trajectoire résidentielle (statut d'occupation du logement, ancienneté et raisons de l'ancrage résidentiel), dans la mesure où cette question est importante dans le cas des trajectoires

⁵⁴ Lors du 1^{er} tour de la présidentielle de 1969, le total des voix de droite s'élevait par exemple à presque deux tiers des inscrits, l'abstention représentait un quart des inscrits, et la somme des scores des candidats de gauche atteignait seulement 9,8 %.

⁵⁵ Cartier (M.), Coutant (I.), Masclat (O.), Siblot (Y.), *op.cit.*

⁵⁶ Il s'agit ici d'une mesure approximative car on trouve évidemment des logements sociaux en dehors des quartiers de grands ensembles, et car ces quartiers comptent inversement des habitants propriétaires de leur logement ou locataires à des personnes privées. Les pourcentages du paragraphe ci-dessous sont tirés de l'exploitation du questionnaire « sortie des urnes » présenté ensuite.

⁵⁷ Des cartes présentant la géographie des ménages surendettés montrent également que c'est dans le périurbain lointain que ces situations sont les plus fréquentes. Voir Giully (C.), Noyé (C.), *Atlas des nouvelles fractures sociales en France. Les classes moyennes oubliées et précarisées*, Caen, Autrement, 2004.

⁵⁸ Rougé (L.), *Accession à la propriété et modes de vie en maisons individuelle des familles modestes installées en périurbain toulousain. Les « captifs » du périurbain*, Thèse de doctorat en géographie, Université de Toulouse II, 2005.

⁵⁹ L'enquête avait été négociée en amont à plusieurs niveaux avec la cellule juridique du Ministère de l'Intérieur, le service Élection de la Préfecture du Calvados, et surtout avec le maire au cours d'un entretien préalable. Merci à Sophie Castets, Élodie Levesque et Maxime Marie pour leur aide précieuse sur le terrain vervillois ce jour-là.

sociales des périurbains, comme en témoignent les propos de ce couple hésitant entre plusieurs modalités de réponse à propos de leur ancien lieu de résidence : « oui, mets ça de toute façon on ne peut pas cocher ghetto ».

Alors que l'abstention à l'élection se situait déjà à un niveau bas en France (16%), seulement 10,6% des inscrits de la commune n'ont pas pris part au scrutin. L'enquête a donc pu se dérouler dans un contexte de très forte mobilisation électorale, minimisant le biais que constitue le fait de ne proposer des questionnaires qu'aux votants, biais qui a été limité par un travail de dépouillement de la liste communale d'émargement qui montre qu'une partie de l'abstention à Verville-sur-Orne est probablement liée à l'âge des inscrits ainsi qu'à une mal-inscription sur les listes électorales. Sur les 59 non-votants, 10 ont en effet plus de 80 ans et 18 ont moins de 28 ans. Pour les premiers, on peut raisonnablement penser que l'âge (et la capacité de mobilité géographique liée à cet âge) constitue un frein à la participation, ou bien qu'il s'agit d'inscrits décédés qui n'auraient pas été rayés des listes électorales. Pour les seconds, le fait que 10 de ces 18 jeunes non-votants aient des personnes de leur famille ayant voté à l'élection permet d'envisager qu'il s'agit, pour une partie d'entre eux, de jeunes ayant quitté le ménage parental (étudiants à Caen par exemple⁶⁰) mais qui sont toujours inscrits dans la commune. On sait en effet que le cercle familial constitue la première cellule de socialisation politique⁶¹, cette instance jouant puissamment sur la participation à l'élection. Ce dernier aspect montre d'ailleurs tout l'intérêt des approches contextuelles qui permettent de saisir l'impact des microenvironnements sociaux sur les pratiques, impact que l'on retrouve également au niveau de la participation à l'enquête elle-même. Les comptages effectués sur le terrain montrent en effet qu'environ 70% des votants sont venus en groupes (couples, familles, cercles d'amis parfois). Or il apparaît qu'environ 80% de ces votants ont acceptés de remplir les questionnaires, contre seulement la moitié des personnes venues seules. On mesure là toute la force des effets d'entraînement et des pressions sociales (délégations au sein des couples notamment) qui ont lieu aux alentours du bureau de vote, certains couples s'arrêtant par exemple avant d'entrer pour se concerter en chuchotant.

Le niveau de participation à l'enquête est finalement très élevé puisque le taux de retour des questionnaires est supérieur à 71% des votants (ou 63% des inscrits), ce qui a surpris le maire lui-même. Malgré quelques protestations, le climat de l'enquête est détendu et des groupes d'habitants s'interpellent avec des propos qui, au delà de l'humour, sont lourds de sens : « attention voilà la banlieue qui arrive ». Sur les 326 questionnaires recueillis, seulement 8 très peu remplis ont été écartés afin d'intégrer les non-réponses aux analyses. Cependant, la comparaison entre les votes déclarés dans les questionnaires et les suffrages effectivement décomptés lors du scrutin montre des décalages parfois importants. D'abord et de manière assez prévisible, 26 % des répondants au questionnaire ont fait le choix de ne pas répondre à la question concernant leur vote. De la même manière, la case « vote blanc ou nul » a parfois été utilisée comme une case refuge par les enquêtés puisque 6 personnes ont déclaré ce comportement électoral alors que seulement 5 bulletins blancs ou nuls ont été comptabilisés lors du dépouillement. Mais c'est surtout au niveau des choix électoraux eux-mêmes que les décalages sont les plus forts. Environ deux tiers des votants en faveur de la gauche (66% pour la gauche de la gauche soit 40 sur 61, et 69% pour S. Royal soit 79 sur 115) ont ainsi déclaré leur vote dans le questionnaire, contre environ un sur deux pour F. Bayrou (46% soit 45 sur 98) et pour les candidats de la droite de la droite (46% soit 32 sur 70), et seulement moins d'un tiers (30% soit 32 sur 106) parmi ceux ayant opté pour N. Sarkozy. Cette distorsion majeure entre les réponses à l'enquête et le score à l'élection de N. Sarkozy est semblable à celle observée dans l'enquête de *La France des « petits-moyens »*⁶², mais à la différence de celle-ci où certaines conditions de passation (la présence d'enfants des familles turques du quartier étudié – familles turques qui suscitent justement des discours hostiles localement – a pu nourrir les refus des électeurs sarkozystes) ont probablement joué sur la construction de l'échantillon, cette sous

⁶⁰ Des travaux dans la ville universitaire de Grenoble ont montré le poids important de la présence des étudiants dans l'analyse de la mal-inscription sur les listes électorales. Voir Bréchon (P.), Cautrès (B.), « L'inscription sur les listes électorales : indicateur de socialisation ou de politisation ? », *Revue française de science politique* ; n°4, 1987, pp. 502-525.

⁶¹ Sur ce point cf. Braconnier (C.) et Dormagen (J.-Y.), 2007, op. cit.

⁶² Cartier (M.), Coutant (I.), Masclat (O.), Siblot (Y.), op.cit.

représentation importante peut surprendre dans une commune rurale où les votes à droite ont pendant longtemps été très majoritaires. On peut cependant faire l'hypothèse que la proximité de nos propres propriétés sociales (notamment le fait d'être jeunes, d'origine urbaine, et dotés de diplômes universitaires) avec celles des habitants arrivés récemment dans la commune (et qui votent largement en faveur de la gauche comme on le verra ensuite) a pu jouer en notre défaveur auprès de la partie la plus âgée et la plus anciennement ancrée dans la commune de l'électorat de droite.

Des univers sociopolitiques structurés par les variables lourdes

Les questionnaires ont finalement été traités à l'aide d'une analyse des correspondances multiples (ACM) dont les deux premiers plans factoriels sont présentés en figure 4. Il apparaît que l'axe 1 est fortement structuré autour de l'opposition entre les revenus faibles, les niveaux de diplôme bas, les CSP populaires, l'intérêt pour la politique faible, et les non-réponses à l'ouest de la carte factorielle, et les revenus importants, les niveaux de diplôme élevés, les CSP supérieures, et l'intérêt pour la politique fort à l'est. L'axe 2 est quant à lui construit autour des oppositions entre d'un côté les patrimoines importants, les professions libérales, les candidats et les auto-positionnements politiques de droite, les pratiques religieuses régulières, et de l'autre par les patrimoines faibles, les candidats et les auto-positionnements politiques de gauche, et les salariés. Parallèlement, d'autres variables comme l'ancienneté de l'ancrage résidentiel local, les statuts d'occupation des logements ou la pratique religieuse s'organisent en diagonales dans le plan. À partir de cette carte factorielle, on a tracé trois ellipses qui renvoient à des univers sociaux établis en fonction de la répartition des modalités de réponse. Il convient toutefois de bien garder à l'esprit que ces ellipses renvoient à des catégories plus poreuses qu'hermétiques, en particulier autour du centre de gravité du plan où la qualité de représentation des modalités de variables est la plus faible. La lecture qui est proposée de cette carte factorielle met donc en évidence des tendances structurelles dont l'analyse est affinée par des relations systématiques mentionnées au fil du texte, relations à interpréter avec prudence en raison des effectifs statistiques parfois peu élevés⁶³ et du biais des non-réponses.

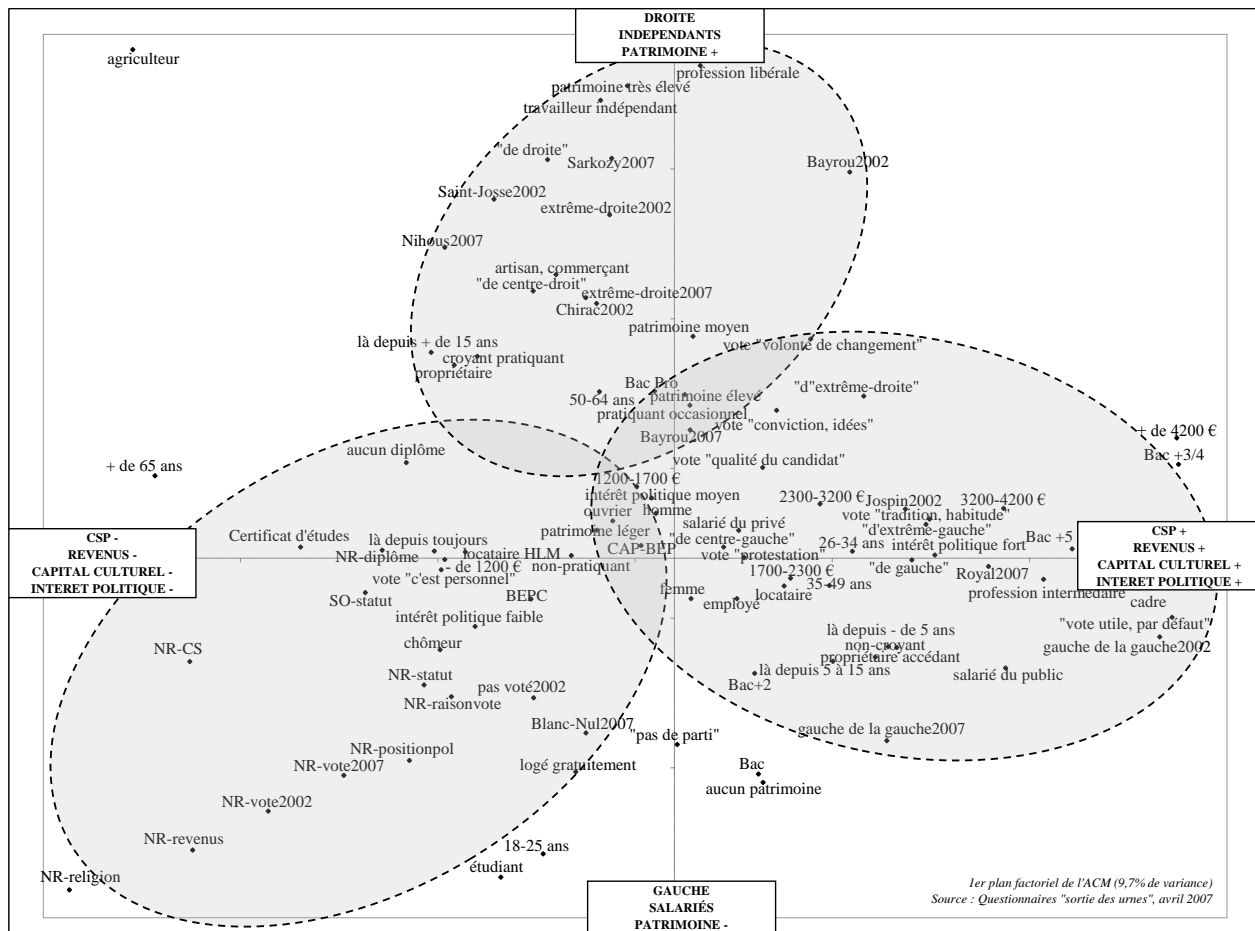
La première ellipse située dans le cadran inférieur gauche de la carte factorielle regroupe justement les non-réponses aux questions les plus intimes au niveau des appartenances sociales (religion, CSP, niveau de revenus) et politiques (votes, motivations du vote, positions politiques). On y retrouve ensuite les catégories sociales les plus mal dotées sur le plan économique (chômeurs, revenus inférieurs à 1200 €), sur le plan des titres scolaires (aucun diplôme, certificat d'études primaires) et au niveau des statuts d'occupation des logements (logements HLM, personnes logées gratuitement) associées aux personnes qui déclarent porter un faible intérêt aux questions politique (abstention en 2002, vote blanc ou nul en 2007, raison du vote en 2007 « personnelle »). Un « cens caché »⁶⁴ a donc joué pleinement au niveau des réponses apportées à l'enquête, de sorte que les habitants les plus dépourvus de titres scolaires et situés en bas de l'échelle sociale ont été les moins enclins à répondre aux questions identifiées comme les plus politiques. Au centre du plan et dans la zone d'intersection des trois ellipses, se trouve la mosaïque que composent les mondes ouvriers avec les tranches inférieures des classes moyennes (employés, locataires, revenus situés entre 1700 et 2300 € mensuels, salariés du privé) et pour lesquelles il est difficile de dégager des tendances politiques très affirmées, même si les employés (qui sont très souvent des femmes) se sont plutôt prononcés en faveur des candidats de la gauche de la gauche, de S. Royal et de F. Bayrou, alors que les ouvriers (qui sont très souvent des hommes) penchent légèrement vers les candidats situés les plus à droite de l'échiquier politique (17% des ouvriers disent avoir voté pour un candidat plus à droite que N. Sarkozy, contre 10% de l'échantillon total). On retrouve là des tendances électorales qui correspondent à la phase la plus récente du *gender gap* français, qui veut depuis les années

⁶³ Les relations mentionnées sont cependant toutes statistiquement significatives et répondent au test du khi2 au seuil alpha = 0,05.

⁶⁴ Gaxie (D.), *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Le Seuil, 1977.

1990, que les femmes tendent à choisir les partis sociaux-démocrates et les Verts tandis que les hommes optent davantage pour des votes « virils »⁶⁵ c'est-à-dire situés très à droite (FN et CPNT notamment).

Figure 4. L'espace social et politique de Verville-sur-Orne lors de la présidentielle de 2007



L'ellipse située en haut du plan factoriel concentre quant à elle les travailleurs indépendants, les habitants pourvus des patrimoines économiques les plus importants, et les catholiques pratiquants ; ces catégories étant associées à des positions et des comportements politiques clairement orientées en faveur des droites (auto-positionnements politiques « centre-droit » et « droite », votes de 2002 pour J. Chirac, J. Saint-Josse et l'extrême droite, votes de 2007 pour N. Sarkozy, F. Nihous et l'extrême droite). Dans l'ensemble, les candidats des droites bénéficient largement des suffrages des vervillois les plus enracinés localement, puisque ces derniers sont environ la moitié à déclarer voter pour la droite, un quart ne répondant pas à la question et un quart votant pour un candidat de gauche. À noter que dans cet espace politique d'une commune de l'ouest français où les démocrates-chrétiens ont toujours été solidement implantés, F. Bayrou occupe une position réellement charnière, à l'image de ces 48% d'habitants se positionnant au centre gauche et ayant opté pour le leader du Modem, qui bénéficie en même temps des voix de 43% des vervillois s'identifiant au centre droit. Parmi les relations les plus significatives, on peut noter que les travailleurs indépendants de la commune – qui sont essentiellement des « petits »⁶⁶ : artisans, commerçants, agriculteurs – sont 29% à déclarer voter pour N. Sarkozy (contre 10% dans l'échantillon), et 19% pour un candidat situé plus à droite (contre 10% également). Cependant et

⁶⁵ Sineau (M.), « Les paradoxes du gender gap à la française », in Cautrès (B.), Mayer (N.), dir., *Le nouveau désordre électoral. Les leçons du 21 avril 2002*, Paris, Presses de SciencePo, 2004, pp. 207-228.
⁶⁶ Sur les clivages politiques internes traversant la catégorie des travailleurs indépendants, voir Mayer (N.), *La boutique contre la gauche*, Paris, Presses de Science Po, 1986.

alors que N. Sarkozy culmine chez les habitants dotés des plus hauts revenus (16% des habitants gagnant plus de 3200 € mensuels déclarent avoir voté pour lui) et détenteurs des patrimoines les plus fournis, F. Nihous, P. De Villiers et J.-M. Le Pen réalisent leurs meilleurs scores chez les habitants aux revenus les plus faibles (14% pour les habitants gagnant moins de 1700 euros mensuels, 24% des chômeurs). Les habitants dont les trajectoires sont fragilisées semblent ainsi plus sensibles au discours de l'extrême droite, comme en témoigne les propos de ce vervillois.

« Moi je suis plus... pas d'extrême droite mais j'suis pas tellement pour le socialisme quoi, partager... enfin donner pour partager c'est pas... enfin j'veux bien donner mais pas non plus... parce que bon j'sais pas si les gens se rendent compte que faut toujours payer, faut toujours donner pour ceux... enfin pour des cas quoi... Bon c'est vrai qu'y en a qu'ont du mal à vivre hein mais y en a qui profitent trop du système aussi. Le système ca va cinq minutes mais... maintenant les gens qui travaillent qui ont deux salaires moyens, enfin deux salaires normals, s'en sortent pas mieux que l'autre qu'est au chômage et puis... que certaines personnes qu'ont tous les droits.

- Vous me disiez pas extrême droite, mais vous vous souvenez pour quel candidat vous aviez voté pour les présidentielles en 2007, enfin la dernière fois ?

- En 2007 j'avais... oui oui...

- Et c'était... [rires partagés]

- On était plus Le Pen nous... ouais on était Le Pen. [silence]

- Et c'était pour quoi ? Pour le ras-le-bol ou pour...

- Ouais un ras-le-bol et puis faut que ça bouge parce que... parce que c'est ce que je dit bon, aider les chômeurs ok, tout le monde n'a pas la chance de travailler quoi que moi aujourd'hui j'suis au chômage, enfin j'suis pas encore inscrit parce que ça fait que huit jours que j'suis en fin de contrat. Déjà là faut que j'aille à l'ANPE remplir les formulaires et tout, ça va être le bordel [rires]. Nan nan mais là j'ai un p'tit peu de boulot à finir, mais sinon lundi là j'suis parti sur la route pour chercher du boulot... Bon c'est vrai que dans mon domaine (j'suis routier) on trouve plus facilement du boulot, et puis y en a du boulot, mais bon faut travailler quoi, faut se donner. J'pense que dans le bâtiment ou dans beaucoup de corps de travail y a du travail quoi, y a du travail en France, maintenant avoir des emplois... c'est plus difficile hein. Mais aider... moi j'dis que... nous on est deux à travailler et on a ce qui faut, on a tout ce qui faut mais bon on peut pas dire qu'on roule sur l'or... j'paye des impôts comme tout le monde... ca m'gêne pas de payer des impôts moi, mais bon faut qui m'en reste un p'tit peu quoi. Parce que si j'avais pas démarré enfin acheté ça [son pavillon] de bonne heure... enfin c'est vrai qu'aujourd'hui pour les jeunes qui veulent démarrer c'est plus difficile. Quand on voit le prix des terrains comment ça a augmenté, même ici par rapport à y a 15 ans, moi les 4500 m² je les ai payés 30 000 francs... Sur Verville maintenant 1000 m² ca vaut dans les 30 000 ou 40 000 euros alors vous voyez c'est énorme... après faut encore mettre une maison dessus... on met pas les maisons qu'on veut après, c'est un peu dommage. J'trouve que y a trop d'abus là.

- Et en 2002 par exemple vous aviez voté pour Le Pen aussi ?

- Ouais mais bon... c'était p'tet pas un échappatoire mais de toutes façons Le Pen ne passerait pas, enfin quoi que... il a fait peur quand même. Il a fait peur parce que ca fait bouger quand même heu... Y faut dire qu'y en a ras-le-bol que ce soit socialiste ou que ce soit... aider heu... Bon parce que y faut pas voir que dans notre campagne hein... dans notre campagne ok ca marche pas, mais dans les villes, dans les cités faut arrêter aussi de faire venir des gens ou d'aider tout ça... la cité faut arrêter. Moi j'ai discuté avec... avec des maghrébins, et à 5000 balles vous allez pas les faire travailler hein, à 6000 francs ou à 1200 euros non plus hein, parce qu'ils veulent pas travailler : c'est ce qu'ils touchent ou alors ce qu'ils ont comme aides. Moi l'autre jour j'ai parlé avec un, il était agent de sécurité, c'était sur Paris ça. Bref j'ai discuté un peu avec lui quoi, c'est vrai que c'est pas trop mon fort de discuter avec eux mais bon j'ai voulu écouter un peu ses points de vue et tout quoi. Et alors y m'dit maçon ? Travailler comme maçon comme mon père il a fait ? À 50 ans être usé, pour toucher ce qu'il a comme retraite ? Il a presque rien, y m'dit moi tu crois que je vais aller travailler pour 6000 francs ou 1200 euros là ? Bon en même temps il a pas tort non plus hein. [silence] C'est compliqué ça... Je lui ai dis mais t'as travaillé à l'école ? T'as bougé ton... Je lui dis qu'est-ce t'as fait de ta jeunesse, t'as fait branleur et puis voilà quoi. Bon c'est vrai que là il a reconnu, et puis je lui ai dis maintenant voilà tu payes tes pots cassés de ta jeunesse. Bein y m'dit moi je préférerais faire un casse, ouais, j'vais faire un casse... [soupir] C'est difficile de discuter avec eux parce que... on peut discuter mais... quand t'en aboutit à j'vais faire un casse, y a plus de dialogue positif quoi. Et la politique ça les... y vont chercher plus vite les aides sociales que d'chercher à se défoncer au boulot, même s'ils gagnent pas cher au départ j'sais pas moi y a toujours une porte de sortie ou espérer de monter un peu quoi »⁶⁷.

Dans le système de valeurs de cet homme, l'importance accordée au travail et à l'effort apparaît centrale et la figure du « petit qui paye des impôts » est construite en opposition de la

⁶⁷ Entretien réalisé le 5 mars 2008.

figure de « ceux qui profitent du système et de l'assistanat », figure qui est incarnée dans son discours par les maghrébins des quartiers de grands ensembles. Au-delà du cas de ce vervillois, l'étude des dynamiques de report des voix entre la présidentielle de 2002 et celle de 2007 montre, plus largement, que contrairement à l'idée d'un basculement généralisé et national des électeurs d'extrême droite de 2002 vers N. Sarkozy en 2007⁶⁸, ces deux électorats de droite sont localement assez stables puisque seulement 16% (soit 5 sur 32) des habitants ayant opté pour l'extrême droite le 21 avril 2002 déclarent avoir choisi le candidat de l'UMP en 2007 (69% ayant voté à nouveau pour un candidat plus à droite). Dans le discours de cet homme, on voit bien comment il a intériorisé que s'il devait aujourd'hui accéder à la propriété, il lui serait impossible d'y parvenir compte tenu d'une part de la flambée du prix des terrains et d'autre part de la fragilisation de sa trajectoire professionnelle personnelle. D'ailleurs il est intéressant de constater qu'un tiers des habitants déclarant avoir choisi de résider à Verville-sur-Orne en raison du coût des terrains abordable disent également avoir accordé leurs suffrages au candidat du FN, ce qui tend à accréditer la thèse d'un vote d'extrême droite en partie nourri par un sentiment de relégation dans le périurbain lointain⁶⁹.

La dernière ellipse, qui occupe la partie droite du plan, rassemble les habitants qui sont arrivés dans la commune depuis moins de 15 ans, qui sont propriétaires accédants de leur logement et qui votent largement en faveur de candidats de gauche. La partie à gauche du nuage des modalités de réponse regroupe en effet les auto-positionnements politiques d'extrême gauche et de gauche, ainsi que les votes en faveur de S. Royal et des candidats de la « gauche de la gauche ». Ces comportements politiques sont associés à certaines variables lourdes traditionnelles des électorats de la gauche : habitants se déclarant non croyants⁷⁰ (38% en faveur de S. Royal contre 25% en moyenne, et 19% en faveur d'un candidat de la « gauche de la gauche » contre 16% en moyenne) ou salariés du public (39% en faveur de S. Royal, et 22% en faveur d'un candidat de la « gauche de la gauche »). Mais localement, l'électorat de la gauche comprend aussi les catégories sociales les plus favorisées des salariés : cadres et professions intermédiaires (qui sont 43% à avoir déclaré un vote pour la candidate socialiste, plus 22% pour un candidat issu de la gauche de la gauche), revenus supérieurs à 4200 €, détenteurs de diplôme de 2^{ème} ou de 3^{ème} cycles universitaires. Au-delà d'un effet de contexte régional⁷¹, ces décalages avec les tendances observées au plan national⁷² soulignent les spécificités de l'électorat de gauche de la commune située, rappelons le, à proximité de la capitale régionale où sont concentrés de nombreux emplois du secteur tertiaire supérieur public. Cet aspect montre qu'être un cadre du public bien doté en capital culturel dans une commune rurale travaillée par le processus de périurbanisation n'est pas la même chose qu'être un cadre parmi les autres cadres d'une commune riche de première couronne. Les motivations avancées par les électeurs vervillois de la candidate socialiste reflètent également l'hétérogénéité de son électorat local. Dans le plan factoriel, le vote pour S. Royal se trouve d'un côté à proximité de la modalité « vote par défaut » et de la modalité « vote pour la gauche de la gauche en 2002 », soulignant par là l'importance d'un « vote utile » au 1^{er} tour (36% des enquêtés se positionnant à « l'extrême gauche » disent ainsi avoir voté pour la candidate socialiste, ainsi que 41% de ceux qui disent avoir voté pour un candidat plus à gauche que L. Jospin en 2002) ; mais aussi de l'autre côté à proximité des modalités de réponse « vote par tradition, habitude » et du « vote Jospin en 2002 ».

⁶⁸ Fourquet (J.), « L'érosion électorale du lepénisme », in Perrineau (P.), dir., *Le vote de rupture. Les élections présidentielles et législatives d'avril-juin 2007*, Paris, Presses de SciencePo, 2008, pp. 213-234.

⁶⁹ Des entretiens en cours dans la commune confirment cette piste explicative déjà explorée par Rougé (L.), *op. cit.*

⁷⁰ Sur ce point, voir Dargent (C.), « La religion, encore et toujours », in Cautrès (B.), Mayer (N.), dir., *Le nouveau désordre électoral. Les leçons du 21 avril 2002*, Paris, Presses de SciencePo, 2004, pp. 161-184.

⁷¹ La même enquête par questionnaires, réalisée le même jour, dans trois autres communes de l'aire urbaine caennaise aux profils sociaux contrastés montrent des relations différentes entre votes et positions sociales, ce qui permet d'éliminer la seule hypothèse d'un effet de contexte régional.

⁷² Par exemple, seulement 23% des professions intermédiaires de la vague 1 du « Panel Electoral Français 2007 » déclarent avoir voté pour la candidate socialiste. Les données du Panel Electoral Français 2007 (PEF 2007) ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le PEF 2007 se déroule en quatre vagues d'avril à juin 2007 réalisées par l'IFOP.

Ces données montrent toute la pluralité des ressorts explicatifs du vote, y compris chez les catégories sociales les mieux dotées en capital culturel auxquelles on attribue souvent les comportements plus rationnels sur le mode de l'électeur *oeconomicus*, mais qui déclarent également se déterminer par habitude, tradition ou socialisation familiale (« j'ai toujours eu des convictions de gauche », « je suis depuis toujours de sensibilité socialiste », « je suis d'une famille socialiste »). Un habitant né dans un quartier populaire de grand ensemble à Caen et venu voter, ce dimanche, sur le lieu de sa résidence secondaire soupirait en ces termes.

« Si y avait que moi je voterai le p'tit Besancenot mais là je prends Royal parce que je veux pas que ça fasse comme la dernière fois. Je suis socialiste et ici les gens c'est Le Pen... ils ont jamais vu un noir ou un arabe mais c'est Le Pen... moi je leur ai dit mais ils croient que s'il y a un noir ou un arabe, ça va être la guerre dans la commune ».

On perçoit bien que l'acte de vote est pesé et fait l'objet d'un arbitrage qui met en jeu la socialisation politique la plus ancrée (« je suis socialiste »), l'envie du moment d'opter pour le candidat perçu comme le plus proche de soi (« si y avait que moi je voterai le p'tit Besancenot ») mais aussi les résultats des dernières élections présidentielles de 2002 tels qu'ils sont connus au niveau national (« je ne veux pas que ça fasse comme la dernière fois ») mais aussi au niveau local (« ici les gens c'est Le Pen ») avec, en arrière plan, les systèmes de représentation des mondes sociaux forgés en rapport avec la trajectoire résidentielle : ayant grandi dans un quartier populaire, cet homme a d'autres représentations de la cohabitation avec des groupes sociaux différents (« moi je leur ai dit mais ils croient que... ») que certains habitants de la commune qui se sont construits leur système de représentations via des canaux de socialisation différents.

Conclusion

Par bien des aspects, Verville-sur-Orne constitue l'idéal-type de la commune rurale de l'ouest français où la droite a longtemps dominé, et où l'arrivée de jeunes ménages sous l'effet de la périurbanisation entraîne une montée progressive de la gauche lors des scrutins de portée nationale. Le conseil municipal est, par contre, toujours tenu par des anciens habitants et les agriculteurs y sont largement représentés, mais des entretiens montrent que plusieurs habitants arrivés récemment et de sensibilité de gauche (dont un militant PS) ont hésité à se présenter au conseil municipal. Mais il faut ici rappeler que Verville-sur-Orne est précisément une commune où le processus de périurbanisation est en cours mais peu avancé, ce qui renvoie au rôle des temps de latence, déjà identifiés dans les années 1980, entre les transformations sociales et leurs traductions électorales qui sont souvent plus lentes sur la scène politique locale qu'aux élections nationales où les appartenances sociales pèsent plus largement.

L'analyse écologique par données agrégées a ainsi suggéré que les comportements électoraux aux présidentielles de 2007 observés dans les différentes parties de l'aire urbaine demeuraient en étroite relation avec la mosaïque sociologique que forment les communes périurbaines. Parallèlement, le rôle des « variables lourdes »⁷³ de la sociologie électorale se confirme localement avec l'analyse des données individuelles, à commencer par la pratique religieuse, les revenus du ménage, puis la catégorie socioprofessionnelle dont les coefficients V de Cramer indiquent les plus fortes associations statistiques avec les votes. Les positions et trajectoires sociales des périurbains de Verville constituent donc de puissants éléments de compréhensions des expressions électorales, et bien que les habitants de la commune habitent presque tous des logements individuels – ce qui est parfois analysé comme un signe de repli sur soi⁷⁴ – leurs votes n'en sont pas moins très hétérogènes, tout comme les représentations qu'ils ont de leur commune et de la grande ville voisine. Le questionnaire comprenait en effet deux questions ouvertes portant respectivement sur l'image de Verville et de ses changements et sur l'image de Caen et de ses

⁷³ Boy (D.), Mayer (N.), « Que reste-t-il des variables lourdes ? », in Boy (D.), Mayer (N.), dir., *L'électeur a ses raisons*, Paris, Presses de SciencePo, 1997, pp. 101-138.

⁷⁴ Sur ce point, voir le débat engagé dans la première partie de l'article.

changements, questions qui permettent de tester l'idée selon laquelle le « degré d'urbanité » et la volonté « d'exposition à l'altérité »⁷⁵ structurent les comportements politiques. Or même si les questions posées ne nous permettent que d'approcher cette question, il apparaît que les réponses produites ne sont pas significativement⁷⁶ associées aux votes des habitants. Par contre, les entretiens réalisés montrent que les différentes représentations accordées aux espaces (par exemple celles de la figure des cités et de leurs habitants) ont des traductions électorales et politiques contrastées qui sont intimement liées aux trajectoires sociales et résidentielles des habitants. C'est là que l'analyse contextualisée des résultats électoraux montre, en permettant notamment de (re)situer et d'ancrer les registres explicatifs pluriels des pratiques électorales là où elles ont lieu, toute sa pertinence par rapport aux analyses désincarnées et surplombantes du réel qui brisent autant la géographie qu'elles sont dé-historicisées⁷⁷.

Notice biographique

Jean Rivière est doctorant au sein de l'UMR 6590 CNRS « Espaces et Sociétés » au CRESO et ATER en géographie à l'Université de Caen. Sa thèse interroge les rapports entre la périurbanisation, les changements sociaux qu'elle implique et les comportements électoraux que ces changements participent à produire dans trois aires urbaines françaises moyennes. Il a récemment publié une contribution intitulée « Périurbanisations, changements sociaux, comportements électoraux. Quelques systèmes explicatifs récents à l'épreuve des mutations au sein de l'aire urbaine de Caen » à l'ouvrage collectif *Les Mondes ruraux à l'épreuve des sciences sociales* (2007), et un article, co-écrit avec F. Ripoll, intitulé « La ville dense comme seul espace légitime ? Analyse critique d'un discours dominant sur le vote et l'urbain » dans *Les annales de la recherche urbaine* (2007, n°102).

jean.riviere@unicaen.fr

⁷⁵ Lévy (J.), 2007, *op. cit.*

⁷⁶ Le test du khi2 réalisé sur un codage *a posteriori* en items qualitatifs est rejeté aux seuils de tolérance de 5%, 10% et même 20% de marge d'erreur.

⁷⁷ Merci aux relecteurs de la revue, aux coordinateurs du dossier, à Michel Bussi, Robert Hérim et Fabrice Ripoll pour leurs relectures précises et toujours constructives de ce texte.